

1) La société actuelle

Nous reconnaissons deux classes dans la société actuelle :

- La bourgeoisie, c'est-à-dire la classe qui possède les moyens de production. Y appartiennent tous ceux qui font travailler d'autres pour eux, que ce soit à titre individuel ou dans le cadre d'un regroupement (société d'actionnaires, trust, etc.) ainsi que les « super-trusts » unifiés à l'échelle d'un pays comme c'était le cas en URSS et dans d'autres pays avant la chute du mur. Les plus fidèles exécuteurs de la volonté de la bourgeoisie sont formés par la bureaucratie d'Etat.
- Le prolétariat, c'est à dire l'ensemble des travailleurs salariés, qui ne possèdent aucun moyen de production, ne peuvent pas les contrôler, et réalisent un travail socialement utile dans les entreprises qui appartiennent à la bourgeoisie.

La majorité de la paysannerie appartient également dans les faits au prolétariat, puisque la plupart des paysans ne possèdent même pas leur terre, ne décident pas de leur travail, mais travaillent dans de grandes entreprises à caractère capitaliste, désignées sous le terme « d'exploitations collectives » (Sociétés d'actionnaires, kolkhozes...).

Il est certain que les frontières entre les différentes classes et couches ne sont pas forcément aussi claires que dans le cas des sociétés de castes. Cependant, lorsqu'on observe les grandes masses humaines, la division en classes est une réalité indiscutable, d'un côté ceux qui participent à la production, de l'autre ceux qui dirigent l'économie.

Le pouvoir économique de la bourgeoisie est doublé par son monopole sur le pouvoir politique qui est matérialisé par l'Etat. Nous ne pensons pas que l'Etat soit compatible avec une société humaine ; c'est un appareil hiérarchisé formé et fonctionnant dans l'intérêt des propriétaires, dont la fonction est d'assurer et de défendre leur ordre social.

Les conséquences de la division en classes, de l'organisation étatique et de l'organisation de toute la vie économique dans le seul intérêt des profits des propriétaires sont :

- Inégalité des êtres humains quant aux possibilités réelles de satisfaire leurs besoins (matériels et culturels).
- L'immense majorité des humains n'a aucune influence sur les décisions qui sont prises, y compris les plus fondamentales qui concernent la vie sociale et privée.
- Multiplication des guerres, crises économiques, chômage, etc.
- Dans les pays de ce qui appelé le « tiers-monde » ou de l'ancien « camp socialiste », la misère de masse, la faim pour la majorité, et la mise en place de régimes totalitaires ou fascistes se développent.
- Enfin, l'organisation étatique et capitaliste de la société a aujourd'hui réalisé la possibilité réelle de détruire toute l'humanité et toute vie sur terre par une catastrophe nucléaire ou une autre catastrophe écologique similaire.

Toutes les tentatives de régler ces problèmes dans un cadre qui maintiendrait l'ordre capitaliste et étatique ne peuvent, d'après nos convictions les plus profondes, n'avoir aucun succès. Aucune tentative de constituer un Etat « populaire », « réellement démocratique », un « capitalisme populaire » et autres projets similaires n'ont aboutit et ne pourront jamais aboutir. Tant que l'on maintient la propriété et le véritable pouvoir dans les mains d'une minorité, que l'on conserve la division de la société entre dirigeants et dirigés, on ne peut que cacher quelques unes des conséquences sociales, mais en aucun cas les abolir. Jusqu'à présent toutes les tentatives d'améliorer le niveau de vie des travailleurs dans le cadre des pays capitalistes développés ne se sont faits que par le biais d'un renforcement de l'exploitation des pays du « tiers-monde » (comme l'ont fait et font les USA et pays d'Europe occidentale) et sur la base d'aides économiques d'autres pays développés pour des raisons politiques (par exemple le Japon).

De part les fonctions et rôles antagonistes de la bourgeoisie et du prolétariat dans la société et l'économie, il existe entre ces classes un antagonisme quant à leurs intérêts, et donc une lutte ininterrompue entre ces deux classes. Dans cette lutte de classe, la bourgeoisie et la bureaucratie d'Etat forme un front unique pour défendre leurs propriétés et leur domination, la base de leurs revenus et privilèges. Pour cela, elles utilisent toute leurs forces et moyens violents qui se trouvent sous leur contrôle : finances, mass-médias, le système d'éducation et de formation (plus exactement, l'abrutissement des masses), la morale bourgeoise, la religion, etc. jusqu'aux lois, police et forces de répression. Du côté du prolétariat, la lutte prend généralement la forme de la lutte pour l'amélioration

de sa situation économique, mais comme nous l'avons déjà dit, l'expérience historique démontre qu'aucune amélioration durable n'est possible dans le cadre du système capitaliste. Aussi, il est de l'intérêt de la classe dominante de conserver l'ordre actuel, alors que la transformation sociale dans l'intérêt du prolétariat ne peut s'accomplir qu'après une victoire sur la bourgeoisie, la destruction de la division en classes, de l'ordre capitaliste, et l'édification d'une autre société, socialiste.

2) Socialisme et anarchisme

Aussi, la véritable et seule alternative à l'organisation étatique-capitaliste est la société socialiste sans Etat.

Par socialisme, nous entendons une société basée sur les principes suivants :

- Liquidation de la propriété privée et de la propriété des groupes des moyens de production et leur prise en main par l'ensemble de la société par le biais de collectifs de travailleurs et des unions locales territoriales ;
- L'organisation de la vie économique, non pas dans le but du profit individuel ou d'un groupe de personne, mais pour arriver à répondre aux besoins de tous et de chacun ; sa direction non pas pour les intérêts d'une seule entreprise, corporation ou branche, mais dans l'intérêt de l'ensemble de la société ;
- L'égalité sociale, c'est-à-dire la libre et égale possibilité pour tous de profiter de tous les biens matériels et culturels produits par la société.
- L'autogestion de toutes les unités territoriales et économiques, sans ingérence extérieure. Toutes les décisions doivent être prises par ceux qu'elles concernent.
- La liberté individuelle de chacun, l'impossibilité de toute ingérence pour ce qui concerne sa vie privée, ses convictions, etc.
- L'entraide, l'amitié et la fraternité, comme base des relations mutuelles.

Nous considérons qu'il n'est ni possible ni nécessaire de décrire une image exacte de cette société. La vie, la praxis ne se construit jamais selon des plans travaillés à l'avance, le peuple libre fera tout mieux que tous les programmes pré-écrits. Mais il est nécessaire de donner une image claire de la construction d'une société socialiste.

Nous considérons qu'à la place de l'Etat doit se mettre en place une véritable organisation des conseils de travailleurs, sans domination et selon les règles qu'ils se fixeront eux-mêmes. Nous soulignons qu'une organisation des conseils (= une organisation soviétique) selon nos conceptions est à l'opposé du pouvoir de tout parti et n'est pas un « parlement de partis », mais la forme future et constructive de l'autogestion socialiste sans Etat qui a trouvé son application pratique dans le mouvement makhnoviste (1918-1920) et la révolution espagnole (1936-1939).

Les assemblées d'habitants et de travailleurs d'une entreprise élisent librement, selon leur volonté, les conseils, organes de l'autogestion territoriale et économique, qui ne sont que des organes techniques et de coordination, dont les membres doivent respecter les décisions des assemblées qui les ont élus, qui sont responsables devant elles, n'ont aucun privilège et peuvent être révoqués par elles à tout moment. Enfin, la vie interne de chaque unité territoriale et économique ne pourra être déterminée que par ses membres eux-mêmes.

Les délégués des conseils locaux s'unissent dans un conseil économique de la ville, ou, dans les campagnes, dans un conseil économique de rayon. A l'échelle d'une région, ces conseils forment une fédération, le regroupement de toutes ces fédérations forme à l'échelle du pays la confédération nationale. Les tâches des regroupements de conseils au niveau du rayon, de la ville, de la région et du pays sont la coordination de la vie sociale et économique sur les questions essentielles, en priorité celle de la planification et de la distribution inter-régionale des produits de l'industrie lourde, de l'énergie, des produits finis, etc. Les décisions de ce regroupement seront le résultat des travaux des membres des libres unités de base, et ne toucheront que les questions qui sont communes à toutes les structures locales.

L'économie du socialisme, qui doit être menée dans l'intérêt de tous les membres de la société, et non pas dans celui des propriétaires ni même d'un collectif de telle ou telle entreprise, doit se détacher de l'économie chaotique du capitalisme, de sa recherche du profit à n'importe quel prix, de son gaspillage de forces et de moyens, dus aux combats de la concurrence. La régulation centralisée de l'économie par les organes étatiques et les multinationales est elle-même réalisée pour les intérêts égoïstes de quelques groupes, sans que les travailleurs ne puissent participer aux décisions. La société anarchiste socialiste doit organiser l'économie sur d'autres bases et principes.

Les congrès des conseils locaux et régionaux et unions de travailleurs déterminent leurs capacités de production et leurs besoins, élisent des délégués pour les fédérations nationales de branche, et les congrès interprofessionnelles. Ceux-ci cordonnent les organes techniques locaux et fédérés de statistiques, registres et autres, et met en place les travaux sociaux-économiques dans l'intérêt du peuple tout entier et sous son contrôle permanent. Le principe essentiel est que la régulation économique se fasse de façon décentralisée, du bas vers le haut, avec la participation maximale de toutes les forces locales.

Pour tous ceux qui, souhaitant être travailleurs indépendants (à l'exception de ceux qui utilisent le travail salarié), doit exister une possibilité de coordonner leur travail avec les entreprises socialisées et les conseils, afin de participer à la distribution de la production et des services de la société. Cependant, le développement de la société ne doit pas aller dans le sens d'un renforcement de la propriété privée individuelle (ce qui pourrait finalement amener à la restauration du capitalisme), mais au contraire dans la direction d'un renforcement de la production socialisée dans toutes les sphères de l'économie. Aussi, les conseils ne doivent pas permettre l'utilisation de main d'œuvre salariée et la mise en place de formes parasitaires du capital comme le marché privé. Le contrôle économique de la société sur la propriété de production individuelle, et le rejet de l'économie de marché par la planification sociale de la production et de la distribution, doivent être des principes de base afin de se défendre contre toute possibilité de réapparition des inégalités, de l'exploitation et de la domination.

La production culturelle, scientifique et pédagogique sera déterminée par toutes les personnes concernées. Chaque unité territoriale pourra déterminer elle-même les formes de prise en charge sociale des malades et des vieux, de la scolarité, des jardins d'enfants, etc. Chaque personne ou groupe de personnes peut participer pendant son temps libre au travail social nécessaire dans tous les domaines de la réalisation de toutes les formes d'art, de livres, de journaux, de travaux scientifiques, et se regrouper avec d'autres si elle le souhaite ou si c'est nécessaire. Libérés de la domination de l'argent et des organes étatiques, l'art et la science dans les mains du peuple commenceront à se développer et à élever dans le même temps les horizons spirituels et culturels des êtres humains.

La protection de la société libre contre ses ennemis extérieurs et intérieurs, dont la criminalité, doit être l'affaire de toute la société. A la place de professionnels, payés par l'Etat et donc prêts à obéir aux ordres inhumain des dirigeants, corrompus et liés au monde du crime, la société doit aller sur la voie d'une défense armée populaire et collective, la formation de milices populaires libres dans les entreprises et les quartiers.

La criminalité est avant tout née de la propriété privée. L'existence d'un pouvoir d'Etat, d'une bureaucratie corrompue coupée du peuple a créé les conditions nécessaires à l'existence d'une criminalité organisée. Sous le socialisme sans Etat le taux de criminalité sera certainement bien plus bas qu'aujourd'hui. Les formes de tribunaux populaires et les réponses à donner aux délinquants pourront être déterminées lors de chaque cas concret, sans les articles abstraits du code pénal.

La société socialiste sans Etat (l'anarchie) ne signifie en aucun cas « le début du règne de dieu sur terre ». Dans une société anarchiste des problèmes que nous connaissons aujourd'hui continueront de se poser, de même il est probable que la nouvelle société apporte de nouveaux problèmes. Ainsi est la vie et ses lois. Cependant, avec le début de la résolution du problème des conditions de vie des humains, la situation sera de toute façon plus enviable qu'aujourd'hui.

3) La révolution sociale

L'édification d'un socialisme sans Etat va à l'encontre des intérêts de l'Etat avec son appareil bureaucratique et de la bourgeoisie. Aussi, cette édification ne peut se faire sans que soit brisée leur résistance, et ne peut être réalisée par des moyens pacifiques. Le début de la destruction de l'ordre existant, l'écrasement de la résistance de la classe des exploités et la création d'une société socialiste, voilà ce que nous appelons la révolution sociale. Le devoir des socialistes est que cette révolution, forcément violente, soit victorieuse, de briser dans les faits la résistance de l'ennemi. Sans une préparation et une organisation immédiate, sans analyse des tâches actuelles, cela est impossible.

La domination et l'exploitation, l'Etat et le capitalisme sont liés entre eux et ne peuvent subsister séparément. C'est pour cela qu'il est clair que la révolution sociale doit les combattre en même temps. Là se trouve la différence principale entre la révolution sociale et la révolution politique : cette dernière est basée sur un changement de régime politique, un changement des formes de l'exploitation du prolétariat, avec l'apparition d'une nouvelle classe d'exploiteurs, alors que la première se base sur

un caractère anti-étatique et lutte en même temps pour l'élimination des possibilité d'exploitation et contre la domination.

Nous sommes profondément convaincus pour cela que la révolution sociale ne doit accepter aucune forme d'Etat « transitoire », « provisoire » ou de « dictature prolétarienne » des marxistes. La prise du pouvoir par un parti politique ou une coalition de partis, la nationalisation, c'est-à-dire l'étatisation de l'économie, mène automatiquement à une nouvelle division de la société entre dominants et dominés. Leurs différentes fonctions sociales dictent également différents intérêts. La nouvelle domination, mise en place par une bureaucratie, qui ont nom de « l'Etat ouvrier » contrôle l'ensemble de la vie sociale et économique, cherche d'abord à se renforcer et non pas à s'éteindre. Elle se différencie de plus en plus du peuple et entre en conflit avec lui. Comme elle contrôle l'économie par le biais de l'Etat, la bureaucratie devient une nouvelle classe dominante, qui se différencie de la précédente par une plus grande unité et homogénéité. La « période de transition » des marxistes se transforme en une nouvelle période historique interminable. Les anciens « révolutionnaires » deviennent les nouveaux maîtres et gendarmes, l'inégalité et l'exploitation prennent de nouvelles formes, mais ne disparaissent pas. Très vite, l'Etat « transitoire » (qui refuse de s'éteindre) perd toute différence fondamentale avec le monde capitaliste, si bien que la réalisation de l'idéal socialiste nécessite une nouvelle révolution. C'est exactement cette analyse qui a séparé au 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} l'anarchisme scientifique de la prise du pouvoir marxiste. Les apports théoriques tout comme l'expérience historique démontrent bien que la constitution d'un Etat, c'est à dire l'oppression politique, mène invariablement à la reconstitution de l'oppression économique.

Comme nous rejetons la prise du pouvoir comme moyen de la révolution, nous sommes convaincus que la révolution ne peut se faire que sous la forme d'une occupation organisée de masse (expropriation) de l'ensemble des moyens de production et leur redistribution par l'organisation des travailleurs salariés actuels, ainsi que par la liquidation des organes étatiques par les organes de l'auto-organisation.

Pour garantir le succès d'une telle action de masse des travailleurs, il est nécessaire de réaliser un travail de préparation et d'organisation de syndicats d'ouvriers, d'employés et de paysans, basés dès l'origine sur des principes socialistes : autogestion, égalité des membres, solidarité, etc. Ces syndicats doivent ensuite coordonner leur action révolutionnaire de classe dans des fédérations de branche et à un niveau inter-régional, avec la perspective de constituer une Confédération du Travail, qui aura des contacts étroits avec le mouvement socialiste révolutionnaire international des travailleurs. Une fois une telle organisation construite, renforcée et convaincue de ses tâches, expérimenter un véritable contrôle ouvrier dans les entreprises (grâce auquel on se prépare à diriger l'économie), les syndicats de travailleurs (après avoir réussi une coordination de leurs action) pourront commencer la grève générale expropriatrice, la prise des entreprises par les masses, la liquidation de tous les organes du pouvoir étatique et de briser la résistance des anciens « maîtres de la vie » et de leurs valets.

De par les principes exposés plus haut, nous ne considérons pas avoir pour tâche de construire une organisation hiérarchisée et centralisée de type parti, ni de constituer un groupe de « purs anarchistes dans le quotidien », mais de participer et d'aider au maximum l'auto-organisation du prolétariat, de révolutionner les organisations ouvrières existantes, de développer largement nos idées par la propagande et de participer au développement de la lutte des classes. Fort des traditions historiques, nous nous définissons donc comme des anarchistes-syndicalistes révolutionnaires.

4) Activités quotidiennes :

Comme tâches quotidiennes nous dirigeons notre travail dans les directions suivantes :

Participation à la lutte des classes :

- Défense et amélioration de la situation économique de la classe ouvrière (augmentation de salaires, réduction de la journée de travail, amélioration des conditions de travail, etc.)
- Lutte pour limiter les droits des patrons (avec l'aide des syndicats et des comités d'usine) jusqu'à la mise en place d'un contrôle ouvrier sur la gestion.
- Lutte contre les briseurs de grève et contre l'écrasement des grèves.
- Lutte pour la liberté syndicale et contre toute ingérence de l'Etat et de l'administration dans les affaires des organisations ouvrières, pour un droit de grève illimité.
- Soutien de communes, expériences socialistes, coopératives de production, entreprises autogérées...

Participation aux luttes sociales :

- Lutte pour la liberté de pensée, la liberté de la presse, la liberté de se rassembler, l'inviolabilité de la personne, etc.
- Lutte pour l'affaiblissement du pouvoir de l'Etat et de ses organes de fonctionnement.
- Lutte contre le nationalisme sous toutes ses formes, contre le fascisme, le militarisme, le cléricalisme, et autres mouvements et conceptions inhumaines.
- Soutien du mouvement écologiste.

Les méthodes de nos activités dans ces luttes :

- La propagande et l'agitation orales ou écrites, publication de journaux, magazines, tracts, bulletins, etc.
- L'action directe : rassemblements, manifestation, objection fiscale personnelle et de masse et objection à d'autres ordres du pouvoir d'Etat, résistance passive, boycott, sabotage, différentes formes de grèves, jusqu'à la grève générale.

Le tout dans le but d'aller vers la grève générale, forme la plus haute de la lutte des classes, et la révolution sociale.

Programme adopté à Goulaïe Poleï (Ukraine) en 1998.